L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

1F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

NUMERO SPECIAL
SUPPLEMENT AU N° 246

Non au P. "C." F. !
Oui au Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France !

Le congrès extraordinaire du parti révisionniste a retenu l'intérêt de la grande presse bourgeoise et des organes de radio et télévision. Chaque journaliste a participé activement à l'opération, en jouant un peu comme au tiercé. Les uns donnaient Marchais « *perdant* », d'autres le prédisaient « *gagnant* ».

Mais ce XXI[e] congrès du faux Parti communiste n'a finalement rien eu « *d'extraordinaire* » et les feux de sa rampe se sont éteints sans aucune modification fondamentale de la ligne de trahison du marxisme-léninisme que suivent ses dirigeants, et aussi, il faut bien le dire, ses militants de base depuis maintenant de nombreuses années.

Qu'il y ait eu lutte entre diverses lignes révisionnistes, c'est certain. Mais aucun représentant du marxisme-léninisme n'est monté à la tribune des assises de Vitry. Qu'y aurait-il fait d'ailleurs ? Il y a maintenant longtemps que les militants communistes ont compris que la dégénérescence du P.«C.»F. était irréversible. Leur place est ailleurs.

Quand ce congrès avait été convoqué, le Bureau politique révisionniste, au lendemain du scrutin présidentiel, visait à précipiter son parti dans la voie d'une participation presque inconditionnelle à un gouvernement de la bourgeoisie. Dans ce but, il lançait, d'une part, des propositions retentissantes aux gaullistes, et Marchais se déclarait prêt, d'autre part, à rencontrer le président de la République à l'Elysée.

Au surplus, ces renégats, conséquents avec leur ligne, allaient jusqu'à proposer de liquider définitivement toute référence au socialisme, dans leur parti. Cette fois, il ne fallait plus laisser les portes « *largement ouvertes* », mais il fallait purement et simplement les supprimer. C'était la liquidation... extraordinaire en effet... du vieux parti fondé à Tours voici bientôt cinquante-quatre ans.

Mais un « *accident de parcours* » s'est produit. Un accident certes grave pour ces opportunistes enragés, puisque se situant sur leur terrain de prédilection, dans le domaine électoral.

Plusieurs scrutins partiels législatifs ont révélé un effondrement des positions du P.«C.»F., un sensible renforcement de l'audience du parti compère dit « *socialiste* », une duplicité évidente du corps électoral de Mitterrand qui n'a pas été « *loyal* » !

Entre-temps, se détournant des jeux nauséabonds de tous ces politiciens, des ouvriers combatifs ont engagé des luttes de classe résolues, en différentes circonstances et régions, mais plus spécialement contre les licenciements.

Aussi, sous la double pression de la « *douche* » des résultats électoraux funestes et des exigences légitimes des travailleurs en lutte, les militants de base et cadres intermédiaires du parti révisionniste se sont-ils émus de l'orientation « *extraordinaire* » fixée au congrès par leurs dirigeants.

Ces derniers, en opportunistes expérimentés, ont aussitôt senti le vent et, trois semaines avant l'ouverture, ont lancé l'opération consistant à se dédouaner sur le dos de leurs compères socialistes.

Quelques minimes concessions ont été lâchées... on a reparlé de « *socialisme* », on a remis en place les portes enlevées, en ayant soin de les laisser toujours aussi largement ouvertes qu'auparavant, on s'est référé au « *manifeste de Champigny* » et « *l'extraordinaire* » congrès n'a finalement accouché que d'une nouvelle souris révisionniste.

Depuis 1956, c'est ainsi. Le Parti « communiste » français n'a plus rien de « *communiste* ». Ses congrès ne sont plus qu'assises destinées à entériner le reniement complet des principes de Marx et de Lénine et à prôner la voie « *majoritaire* » que le vieux révisionniste Kautsky opposait à la révolution prolétarienne.

Mais il y a actuellement en France un fait nouveau que nos lecteurs, amis et camarades ont sans doute discerné. L'essor du « *Parti commu-*

(*Suite page* 4)

L'HUMANITÉ rouge

Les révisionnistes français

Défenseurs du colonialisme

Dans le précédent numéro de « l'Humanité rouge », nous avons rappelé le rôle sanglant qui fut celui des socialistes et de Mitterrand en particulier lors de l'héroïque guerre de libération du peuple algérien. Nous allons aujourd'hui aborder l'attitude passée et présente des révisionnistes du P.« C. »F. vis-à-vis du colonialisme.

Dans la question coloniale, il y eut d'autres politiciens qui agirent avec davantage de duplicité que les socialistes et certes sans recourir aux mêmes brutalités ignobles, ce qui ne les empêcha pas d'être efficaces dans le sens des intérêts de la bourgeoisie française.

Ce sont les dirigeants du Parti « Communiste » français, traitres aux enseignements de Lénine sur la question coloniale et renégats des principes marxistes-léninistes.

Depuis qu'en 1971, *l'Humanité rouge* a publié quelques feuillets destinés à dévoiler leur comportement exact face au mouvement national du peuple algérien, ils se sont démenés fébrilement pour dissimuler ou déformer et minimiser la vérité historique accrochée à leurs basques comme une casserole bruyante.

Mais ils n'ont fait que s'enferrer davatange.

Dans les *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez* de mars-avril 1972, Elie Mignot qui *« assista »* le jeune Parti communiste algérien d'octobre 1934 à 1938 et s'occupe encore, actuellement, avec le Dr Hadjeres du *« Parti de l'Avant-Garde socialiste »*, à peine plus influent en France qu'en Algérie, publia un long et éloquent article sous le titre *« La guerre coloniale d'Algérie »*.

Prenant pour base de son argumentation (en 1972 !!!) la théorie assimilationniste de Thorez sur *«l'Algérie nation en formation »* et prétendant l'Algérie *« nation enfin constituée »* seulement à travers la guerre révolutionnaire, Mignot tenta de piètres explications sur quelques points précis.

Pour la première fois, réapparut sous sa plume un passage de la *« Déclaration du P.C.F. du 8 novembre 1954 »*, passage qui avait été depuis lors systématiquement censuré par ses propres auteurs et que *l'Humanité rouge* avait pertinemment rappelé et critiqué en 1971.

« Fidèle à l'enseignement de Lénine, proclamait ce texte, rédigé à propos du 1er novembre 1954, *le P.C.F. qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux... »* (suivait le bla-bla habituel sur une prétendue solidarité avec le peuple algérien). Voilà. Selon les dirigeants du PCF, les premières actions patriotiques pouvaient très bien êtres fomentées par, *« les pires colonialistes »!*

Et sans parvenir à expliquer cette analyse totalement erronée des événements du 1er novembre 1954, Mignot tenta de justifier l'injustifiable par cette dérobade fallaciacieuse :

« ... Un parti communiste développant son action dans un grand pays impérialiste doit parfois ruser avec l'ennemi de classe et tourner les pièges de censure, ... développer sa propagande en trouvant les moyens les plus adéquats pour cela. » Piteuse explication, en vérité....

Plus loin, Mignot tenta aussi de plaider en faveur de la position adoptée par son parti quand le groupe parlementaire communiste vota *« les pouvoirs spéciaux »* à Guy Mollet, le 12 mars 1956.

Rien de convaincant, ici encore, dans la dérisoire tentative du porte-parole révisionniste de rejeter toute la responsabilité de cette affaire sur Guy Mollet. Comme si le P.C.F. ignorait, à l'époque, la duplicité de ce *« gérant loyal du capitalisme »* et comme s'il n'avait pas déjà eu à faire preuve de la plus élémentaire vigilance vis-à-vis d'un gouvernement composé d'actifs complices du colonialisme ! Mais ce n'est pas tout.

Mignot a essayé de *« récupérer »* à l'actif de son parti les gestes courageux de jeunes soldats, très peu nombreux d'ailleurs, qui refusèrent de tirer sur les patriotes algériens. Mais le plumitif révisionniste a fait preuve de maladresse dans son mensonge. Evoquant l'attitude d'Alban Liechti, il cita la lettre que ce jeune soldat du contingent adressa le 2 juillet 1956 au président de la République pour expliquer son refus de participer aux opérations en Algérie.

Or nous savons qu'à l'époque Alban Liechti fut critiqué sévèrement au niveau du Comité central du P.C.F., y compris par Maurice Thorez en personne .Et voilà que notre Mignot, peu prudent, invoque un discours prononcé par le secrétaire général du parti en s'efforçant de le relier aux refus de quelques soldats, issus des jeunesses communistes, d'aller combattre en Algérie.

Mais ce discours date... du 30 décembre 1960 ! C'est-à-dire d'une date postérieure de quatre ans et demi (!) à celle où Liechti adopta son attitude courageuse.

En vérité le P.C.F. attendit plus d'une année entière avant de commencer, très modestement, la popularisation de ce geste. Une intense lutte de lignes sur cette question opposa aux dirigeants nombre de militants de base, y compris la mère et la famille d'Alban Liechti. Et nous ne redoutons aucun démenti, ayant dans nos rangs des témoins directs de ces faits.

Enfin on peut remarquer avec intérêt que Mignot se garde bien d'évoquer les actions en Algérie des camarades comme Fernand Yveton, et plusieurs autres, dont le P.C.A. et le P.C.F. tentèrent de récupérer l'héroïsme et les sacrifices suprêmes. C'est là, évidemment, que la position du P.C.F. est intenable. Nous aurons l'occasion d'y revenir et de faire toute la lumière...

Ceci dit, les dirigeants du P.C.F., Marchais à leur tête, ont-ils changé ?

Nous n'évoquerons pas leur mésaventure de l'O.R.P. (Organisation de la Résistance populaire) qui tourna à la débâcle quand, en 1965, ils envisagèrent de soulever le peuple algérien contre le président Boumediène. Ils en sortirent plus ridicules que jamais. Mais, aujourd'hui, en 1974 ? Eh bien, nous avons pu remarquer l'absence de toute référence aux travailleurs immigrés dans le *« Projet de résolution »* soumis à la discussion préparant leur 21e congrès *« extraordinaire »*. Nous verrons si ce dernier a eu l'idée de réparer cette énorme *« gaffe »* (en vérité, manifestation spontanée de l'idéologie révisionnistes) (1).

Ces temps derniers, nous les avons vus déployer de grands efforts pour gagner la confiance des peuples du tiers monde. Et sans doute cela concerne-t-il d'abord et, avant tout, ces peuples eux-mêmes, auxquels nous ne nous permettrons de donner aucun conseil qui prendrait l'allure d'une ingérence dans leurs propres affaires.

Mais ici même, en France, nous avons le devoir de démasquer ces faux amis des peuples naguère opprimés par l'impérialisme, amis véritables par contre des Mitterrand et autres socialistes aux vieilles traditions colonialistes. Voici justement un exemple concret :

Messieurs les dirigeants révisionnistes, nous vous posons une question :

« Pourquoi donc votre quotidien, « L'Humanité », *a-t-il publié le 14 octobre, sans aucun commentaire, l'information suivante : Manifestation des harkis. Un millier de personnes ont participé, samedi, à la manifestation organisée à Paris par la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie, pour soutenir les huit harkis qui font la grève de la faim. »*

N'eût-il pas été plus opportun de dénoncer la complaisance de l'ex-O.R.T.F. envers ces anciens kollabos, tortionnaires de leur propre peuple comme le furent chez nous les miliciens ? N'eût-il pas été plus juste de dénoncer l'intervention du général Massu sur les antennes nationales, destinée à soutenir, au nom de l'armée française, ces criminels baptisés pour la circonstance *« enfants de la France »*. Ignoreriez-vous qu'actuellement l'O.A.S. a monté avec certains de ces harkis une organisation baptisée « S.O.A. » (soldats de l'opposition algérienne) qui revendique les attentats criminels et meurtriers de Marseille, contre des Algériens ?

Et pourquoi dans *L'Humanité* du 21 octobre récidivez-vous en publiant à nouveau sans commentaire l'information qui suit :

« M. Valéry Giscard d'Estaing a délégué ce matin son chef de cabinet, M. Philippe Sauzay, à l'église de la Madeleine, pour rendre visite aux harkis qui observent une grève de la faim depuis près d'un mois.

» M. Sauzay avait pour mission indique-t-on, de se rendre compte de leur état et de leur situation et de leur confirmer l'intérêt que le président de la République porte personnellement au problème des harkis. »

Mais comme vous ne répondrez pas à nos questions, faisons-le pour vous. Vos articles popularisant l'action des harkis n'ont d'autre but que de gagner les suffrages des électeurs qu'ils sont, ainsi que ceux de certains de leurs amis *« rapatriés »*.

Voilà où conduit la trahison des principes marxistes-léninistes !

Mais voyons maintenant l'attitude révisionniste vis-à-vis des peuples de ces colonies que la bourgeoisie a qualifiées de *« départements et territoires d'outre-mer »*.

FIDELES A EUX-MEMES

Tout comme ils s'opposèrent hier dans les faits à la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale les dirigeants du P.« C. »F. s'opposent aujourd'hui à l'indépendance nationale des prétendus DOM et TOM et cherchent à y perpétuer le colonialisme. Tout comme leur compère Mitterrand qui déclarait récemment à la Guadeloupe :

« Mon seul souhait est que les peuples guadeloupéen et français restent ensemble », ils sont eux aussi pour le maintien du colonialisme.

Dans leur *« programme commun »*, ils excluaient l'indépendance nationale et déclaraient : *« La Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion seront érigées en collectivités nouvelles prévues par l'article 72 de la Constitution »*. Ils cherchent à rééditer ce que la bourgeoisie française tenta de faire en Algérie en mettant en place une assemblée fantoche dans le cadre de l'Etat français.

Ils parlent de permettre aux peuples des *« DOM et TOM »* de *« gérer eux-mêmes leurs propres affaires »* mais ce ne sont là que des paroles car comment gérer soi-même ses affaires si l'on n'est pas indépendant ?

Ils parlent de la mise en place d'une *« assemblée ayant pour but l'élaboration d'un nouveau statut qu'elle discutera avec le gouvernement »* français ce qui en clair signifie que cette assemblée aura pour fonction d'obéir aux ordres du colonialisme. C'est encore de l'assimiliationnisme à 100 %.

Or le sort des peuples opprimés par le colonialisme français ne peut être décidé que par ces peuples eux-mêmes, eux seuls doivent être maîtres de leur destin. Aucun gouvernement français n'a à intervenir dans leurs affaires .Ils doivent être totalement indépendants. Toute autre attitude ne peut qu'aboutir à les maintenir sous le joug colonial. Ce que veulent aujourd'hui les révisionnistes, à qui l'histoire concrète de la Révolution nationale du peuple algérien n'a décidément rien appris !

(1) C'est article est rédigé avant la tenue du 21e congrès du P.«C.»F.

LA REVOLUTION NATIONALE ALGERIENNE

et le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

par Jacques Jurquet

Tome premier - Avant 1920 ..... 18 F

Tome II - De 1920 à 1939 ..... 45 F

AVEC DES DOCUMENTS ET TEXTES DE MARX, ENGELS, LENINE, STALINE, PAUL VAILLANT-COUTURIER, EMIR KHALED, ABD-EL-KRIM, HO CHI MINH, MAO TSE-TOUNG, DES ARTICLES DU « PARIA » ET DE « LA LUTTE SOCIALE » ET UN DOSSIER PHOTOGRAPHIQUE.

E-100 70, rue de Belleville, 75020 PARIS

L'HUMANITÉ rouge

GEORGES MARCHAIS VU PAR GEORGES MARCHAIS

Décidemment, le livre des réactionnaires Harris et Sedouy sur le parti de Georges Marchais fourmille d'indications intéressantes sur l'esprit et la mentalité des dirigeants révisionnistes du P.«C.»F. Le seul fait d'ouvrir toutes grandes les portes d'un parti qui se dit encore communiste (pour combien de temps ?) à des historiens bourgeois dont un au moins a appartenu à l'O.A.S., en dit long sur l'idéologie de ces dirigeants traitres à la classe ouvrière. Mais il y a mieux : soucieux de séduire par tous les moyens ses maîtres bourgeois, Georges Marchais se déshabille et trace avec complaisance sa biographie pas particulièrement reluisante. C'est alors qu'arrive le fameux et honteux épisode de la « réquisition ». Nous avons ici même, à plusieurs reprises, démasqué le véritable comportement du secrétaire général du P.«C.»F. d'aujourd'hui : Georges Marchais ne fut rien d'autre qu'un travailleur volontaire en Allemagne nazie. Si certains avaient encore des doutes, Georges Marchais, par ses explications maladroites et embarrassées, apportera bien des éclaircissements. En effet, il tente d'excuser son comportement en expliquant sa « personnalité » d'alors : malheureusement pour lui, « ça colle » tout à fait avec le personnage qu'il nous décrit d'être parti volontairement en Allemagne car, comme il le dit lui même, c'est en 1943, une fois en Allemagne où les travailleurs volontaires pouvaient circuler librement.

Comme il le dit lui-même, Marchais, avant et pendant la deuxième guerre mondiale, est avant tout « a-politique » au plus mauvais sens du terme, comme ne va pas tarder à le montrer son attitude pendant l'occupation et la résistance. Ecoutons ses propres aveux (nous sommes en 1940) :

« *... Je suis entré dans une usine de Villacoublay, qui travaillait pour l'Allemagne, bien entendu, comme toutes les entreprises. Là, je suis resté un certain temps... Je n'étais toujours pas syndiqué, ni spécialement politisé.* »

Tous les ouvriers révolutionnaires qui ont vécu le Front populaire et l'occupation savent qu'il fallait être véritablement un élément arriéré de la classe ouvrière pour n'avoir été ni politisé ni même syndiqué en 1940. Et même sortir le dimanche que :

« *... Brusquement, un jour, nous avons découvert la réalité nazie.* »

Jusqu'alors le jeune Georges Marchais n'avait donc pas encore pris conscience de la « réalité nazie » (comme il dit). On pourrait s'attendre à ce qu'à partir de ce moment-là le jeune Marchais, comme beaucoup de jeunes patriotes, fasse tout pour lutter contre la bête immonde... Mais non, vous n'y êtes pas. Après avoir pu rentrer en France tout à fait librement, avec l'accord des nazis, Marchais n'a qu'une hâte, se cacher :

« *Je venais donc de passer quatre mois en Allemagne... Je suis arrivé à Paris, bien décidé à ne plus retourner à Augsbourg... Mais comment faire ? Je ne connaissais, encore une fois, aucune filière de résistance. Un copain qui avait réussi à se faire réformer en Allemagne et qui était revenu m'a donné un " tuyau " : l'adresse d'un médecin, dans le XVI^e^ arrondissement, qui aidait, paraît-il, les gens dans ma situation à ne pas retourner en Allemagne... C'était un vieux docteur à l'époque... Il est sûrement mort aujourd'hui... Il a été décoré à la Libération... Il m'a fait un certificat de maladie qu'il a renouvelé pendant trois mois et demi. Jusqu'au jour où il m'a dit qu'il ne pouvait plus rien faire. A partir de là, je me suis caché... A la campagne. J'ai travaillé dans des fermes... jusqu'à la Libération.* »

Pauvre Marchais, que la résistance n'est pas allée chercher! Enfin à la Libération la guerre s'est bien passée pour lui, il a sauvé sa peau pendant que nombre d'héroïques résistants donnaient leur vie pour « des lendemains qui chantent ». C'est alors, à la Libération, que Georges Marchais se « politise »... ce qui est normal pour un arriviste :

« *Alors là, je commençais quand même à me politiser. S'est posée à moi la question d'adhérer au Parti... Dans l'entreprise où j'avais retrouvé du travail, il y avait pas mal de communistes. Le Parti était puissant à la Libération, vous savez cela...* »

Mais un arriviste qui fait des manières, écoutez-le (sans rire) :

« *— Vous avez donc adhéré ?*

— Non, justement... Je me disais :

« *Ce n'est pas juste d'adhérer en ce moment. J'aurais l'impression de voler au secours de la victoire...* » *J'ai attendu* 1947, *quand les ministres communistes ont quitté le gouvernement...* »

Voilà pour le passé. A partir de ce moment-là soutenu par Thorez le carriériste Marchais va gravir échelon après échelon pour figurer enfin au lendemain du XX^e^ Congrès khrouchtchévien du PCUS :

« *Je suis venu au travail de direction après le XX^e^ Congrès du PCUS, qui a donné un coup d'arrêt au culte de la personnalité* ».

Totalement imprégné d'une mentalité bourgeoise, totalement étranger et ennemi de l'idéologie révolutionnaire de la classe ouvrière, Georges Marchais ne va pas avoir de mal à se former au moule des permanents bureaucratiques. C'est ainsi qu'il arrive avec l'appui de M. Thorez au Comité Central où il ne va pas tarder à se révéler comme un vrai leader révisionniste : d'autres sans doute n'ont pas autant de facilité que lui pour aller le plus loin possible dans l'opportunisme et la servilité vis-à-vis de la bourgeoisie ; les plus anciens dirigeants sans doute sont gênés par les brides de marxisme qu'ils ont pu acquérir dans le passé, ce qui ne les rend d'ailleurs que plus coupables de l'accession d'un Marchais à la tête du PCF. D'autant plus qu'ils vont le suivre et l'aider avec diligence dans sa tâche d'agent de la bourgeoisie : écoutez ce qu'il leur dit au lendemain des « présidentielles », cet électoraliste invétéré, alors qu'il vient de regonfler le PS par une alliance sans principe avec Mitterrand :

« *Qu'est-ce que je leur ai dit, aux camarades, à ce Comité central ? Je leur ai dit ceci : "Aujourd'hui, l'influence du Parti est au-dessus de son score électoral* (5.200.000 *voix aux législatives de* 1973), *car le système électoral, le découpage nous défavorisent. C'est un fait...*

« *C'est aussi un fait que nous sommes un grand parti :* 400.000 *membres,* 21.000 *cellules, etc.*

« *Mais, malgré cela, nous sommes incapables de réaliser tout seuls les transformations que nous souhaitons. Se pose donc le problème de savoir avec qui s'allier... En l'occurence, le Parti socialiste et les radicaux de gauche... Résultats aux présidentielles :* 49,2 % *des voix :* 13 *millions d'électeurs ont voté pour nous...* »

Comme un marchand raisonne et calcule en sous, un révisionniste raisonne et calcule en bulletins de vote, logique qui n'a évidemment rien à voir avec le marxisme-léninisme, et qui conduit tout naturellement ceux qui en usent à aller toujours plus bas dans le défaitisme, le pessimisme et au fond la trahison des intérêts révolutionnaires du prolétariat.

« *Alors, j'ai dit aussi cela au Comité central et je le redis dans le Parti, partout où je vais : "Que cela nous plaise ou non, il n'y a pas aujourd'hui en France de majorité qui souhaite "passer à la construction d'une société socialiste". Je dis aux militants : "Si nous nous battons sur ce mot d'ordre, vous allez fêter le 100^e^ et même le 150^e^ anniversaire du Parti dans l'opposition... Vous et vos enfants... Et la bourgeoisie continuera de diriger le pays..."* »

Car enfin la conclusion logique de tout cela c'est que pour gagner des voix il faut s'allier, c'est-à-dire en réalité s'aligner sur les représentants les plus éprouvés de la bourgeoisie monopoliste, non seulement les socialistes, mais aussi les gaullistes et pourquoi pas demain sur Giscard ? Puisqu'au fond le programme de Marchais c'est tout simplement celui de ses maîtres bourgeois comme le montre l'éloge qu'il fait de la « participation » gaulliste :

« *Ce que veulent les Français, c'est être partie prenante dans la vie sociale, politique, économique et culturelle... Ils veulent "participer"... Ce n'est pas pour rien si le général de Gaulle a employé le mot de "participation"... Il était intelligent, de Gaulle... C'était un bon mot, il l'a bien senti... Et faire participer les gens, ce n'est pas si simple. Nous en avons l'expérience dans nos municipalités. Les ouvriers, nos électeurs, nous disent : "On vous a élus, faites votre boulot..."* »

Sans commentaire... Lisez G. Marchais par lui-même et vous verrez que ce leader révisionniste est un traître à la classe ouvrière, un agent de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers depuis le début, et aussi un petit homme qui n'a jamais rien eu à voir avec un communiste.

PARIS CHEQUES (XV^e^)

LES DIRIGEANTS C.G.T. CONTRE LE COMITÉ DE GRÈVE

Après la grève générale déclenchée par les centres de tri, les chèques postaux décident dans un vote à main levée de se mettre en grève le mardi 22 octobre.

Les dirigeants syndicaux nous font opter pour la grève reconductible, soi-disant pour intéresser les grévistes au déroulement des opérations, alors qu'en définitive cette forme de grève ne fait que diviser et essouffler une grève, plutôt qu'autre chose.

Mercredi 23, premier jour de grève, preuve de l'extrême combativité des grévistes, une forte majorité du personnel gréviste se retrouve à 7 heures du matin au piquet de grève.

Les directions syndicales avaient décidé de réunir les grévistes par centre (pour diviser). Mais, surpris par le nombre et la combativité des grévistes actifs, ils décidèrent de ne rien faire du tout.

Dès lors, les grévistes n'ont ni droit à la parole, ni initiative. Les décisions sont prises et entérinées par l'intersyndicale, au grand mépris des intéressés.

L'idée d'un comité de grève est lancée par quelques grévistes non syndiqués. La direction C.G.T. s'oppose violemment à cette idée et refuse la parole aux grévistes. Une employée est ceinturée et frappée par des cégétistes, alors qu'elle voulait parler au comité de grève, devant les grévistes (un cégétiste se fait engueuler par ses chefs parce qu'il soutenait l'idée !).

Solidaires, nous ripostons, mais nous nous faisons ouspiller ! Aux cris de «avec les syndicats», les flics syndicaux hurlent pour couvrir le débat. Nous répondons par : « *Avec les grévistes* ».

Une tendance se dégagea pour le comité de grève. Mais la direction C.G.T. envoie ses « flics » pour surveiller et tenter d'isoler les « contestataires ». Des bonzes C.G.T., qui ne travaillent même pas aux « chèques », nous suivent comme une ombre !

Ils nous accusent d'être payés par la direction ! PAYER POUR QUOI ? POUR VOULOIR UN COMITE DE GREVE ?!

Lors des A.G., un « cordon sanitaire » C.G.T. nous isole pour ne pas contaminer les autres. Dès lors, la direction de la grève est refusée aux employés. Les dirigeants syndicaux prendront « l'initiative »... C'est-à-dire n'en prendront pas du tout. Ils « tolèreront » le piquet de grève, mais à condition qu'on ne fasse rien, qu'on ne dise rien ! Aux grévistes qui essayent de rallier les non-grévistes par la persuasion, ils répondent : « Non, surtout pas d'incident, faites une haie d'honneur silencieuse, ça les impressionnera ! » *Amen !*

Les directions syndicales, avec la C.G.T. en tête, organisent la déconfiture de la grève, en refusant la parole aux grévistes, en leur refusant l'information et l'organisation. Des soi-disant réunions sont organisées, mais sans la présence du personnel, car il n'est pas invité ! Cela évite les questions embarrassantes, et comme cela, les cégétistes pourront se vanter d'être les seuls dirigeants de la grève. Au fait, les dirigeants de qui ? et surtout de quoi ? Et puis ensuite, ils auront le toupet, pour redorer leur blason, de mettre l'échec de la grève sur le dos de la non-participation des travailleurs.

La direction C.G.T., ainsi que toutes les directions syndicales, sont des briseurs de grèves. Car ils refusent l'autorité des travailleurs dans la grève, et imposent celle de cadres dirigeants décidant de tout, au grand mépris des travailleurs, pour mieux saboter les luttes.

Ils rejettent l'idée fondamentale du *comité de grève*, qui doit regrouper les travailleurs syndiqués et non syndiqués, les plus actifs et les plus décidés, en tenant compte seulement de la conscience de classe et du désir de servir les intérêts des travailleurs.

Aujourd'hui, samedi 26, les négociations, cheval de bataille usé des syndicats antiouvriers, ont débuté : la reprise est annoncée. La grève va être vendue pour des miettes. Les directions syndicales et autres, ont trahi une nouvelle fois.

Mais nous, employés des chèques postaux, nous découvrons le vrai jeu des révisionnistes qui dirigent la C.G.T., et nous pouvons dire aux traitres qui sabotent la grève des chèques que nous les haïssons comme le patronat, et que nous les combattrons comme nous combattons les chiens du capital.

Travailleurs, travailleuses des P.T.T., démasquons les directions syndicales traitres. A partir de maintenant, *préparons-nous à mener des luttes très importantes en les décidant et les dirigeant nous-mêmes !*

PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN !

En avant, travailleurs des P.T.T. ! P.T.T. !

— Pas de salaires inférieurs à 1 700 F ;

— 200 F de plus par mois ;

— Titularisation des auxiliaires.

Imposons nos revendications par des formes de luttes adéquates : comité de grève, occupation, etc.

Des grévistes sympathisants avec H.R.

Le 26 octobre 1974.

COMMUNIQUE

aux grévistes de plus en plus nombreux

Le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France exprime son soutien sans réserve aux ouvriers et travailleurs de toutes catégories qui s'engagent de plus en plus nombreux dans de dures luttes contre les licenciements, pour de meilleurs salaires, pour des conditions de travail décentes et pour toutes autres revendications.

La politique de la bourgeoisie capitaliste et le système capitaliste lui-même sont responsables des conditions de plus en plus insupportables imposées à la classe ouvrière et aux masses populaires.

Il n'y a donc aucune solution de changements profonds, réels et durables en dehors d'une destruction du capitalisme ; seule la révolution prolétarienne peut apporter aux travailleurs des conditions d'existence entièrement nouvelles.

Les agents de la bourgeoisie infiltrés dans les rangs ouvriers tentent de détourner le légitime mécontentement et la combativité des grévistes en vue de faire accéder au pouvoir « l'Union de la gauche », solution de rechange préparée de longue date par la bourgeoisie afin de contenir le mouvement révolutionnaire des masses et conserver le système capitaliste. Certains bonzes syndicalistes, en particulier ceux qui siègent dans les directions syndicales aux plus hauts niveaux, s'emploient activement à manipuler les mouvements revendicatifs pour les intégrer à leurs desseins, en vue de pratiquer la collaboration de classes au lieu d'impulser la lutte « *classe contre classe* », classe ouvrière contre classe bourgeoise. La seule possibilité pour les grévistes de faire triompher leurs justes luttes consiste à s'appuyer sur les masses en créant partout des comités de grève placés sous le contrôle direct d'assemblées générales de tous les travailleurs sans aucune exclusive.

La démocratie prolétarienne, forme supérieure de la démocratie syndicale, doit être imposée aux dirigeants syndicaux révisionnistes et réformistes par les masses ouvrières et populaires. Cela n'est possible que par la dénonciation systématique des pratiques et visées politiques des agents de la bourgeoisie infiltrés dans les rangs des travailleurs.

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie passe actuellement, dans toutes les entreprises, par la lutte des masses exploitées contre les éléments révisionnistes du faux Parti « communiste » français qui n'œuvre, en France, que pour lier la bourgeoisie capitaliste française aux intérêts du social-impérialisme soviétique, et réformistes du faux Parti « socialiste » qui manœuvre déjà en coulisse avec les hommes du pouvoir en place.

Dans leurs luttes, les grévistes distingueront les militants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. qui pratiqueront la lutte de classe, de ceux qui rechercheront la collaboration de classe. Les grévistes soutiendront les premiers, combattront les seconds. Une fois de plus, dans l'histoire du mouvement ouvrier en France, un affrontement d'ampleur inégalée se prépare entre le courant révolutionnaire au service des intérêts de la classe ouvrière, et le courant réviso-réformiste au service de la bourgeoisie.

Le Bureau politique du P.C.M.L.F. exprime sa confiance profonde aux éléments avancés de la classe ouvrière, s'engage à les soutenir par tous les moyens pour les aider à entraîner la masse des travailleurs, les appelle à s'organiser en cellule d'entreprise et à rejoindre les rangs du seul parti révolutionnaire prolétarien agissant en France à l'heure actuelle, le P.C.M.L.F.

A bas la bourgeoisie capitaliste et ses laquais dans les rangs ouvriers !

Non, les travailleurs ne feront pas les frais de la crise du capitalisme français et mondial !

Vive la lutte « *classe contre classe* », pour préparer la seule issue favorable au peuple, la révolution prolétarienne instaurant la dictature du prolétariat et balayant la dictature de la bourgeoisie !

Le 29 octobre 1974.

EDITORIAL (suite de la page 1)

niste marxiste-léniniste de France » est une réalité en cours, même si toute la presse et les organes d'information de la bourgeoisie s'efforcent de le dissimuler.

L'unification des marxistes-léninistes connaît depuis deux ans un processus de plus en plus décisif.

En dépit des manœuvres des révisionnistes sous diverses formes, en dépit de leur manipulation d'une opération de diversion montée à grand renfort de capitaux, les marxistes-léninistes sincères et conséquents ne se laissent plus tromper. Sur la base de justes informations, à l'issue d'une phase de discussions partant du désir d'unité, en pratiquant la méthode « *unité-critique-unité* », ils se regroupent sous le signe de l'*Humanité Rouge* et sollicitent de devenir militants du P.C.M.L.F.. L'implantation de ce dernier s'est effectuée, selon nos informations, en direction des usines et autres entreprises et, d'ores et déjà, des résultats caractéristiques peuvent être remarqués. Ainsi, dans la dernière période, on a pu discerner l'activité des marxistes-léninistes dans la plupart des mouvements déclenchés, dans la plupart des luttes ouvrières.

Tel fut le cas à la S.N.I.A.S. à Toulouse, encore que l'intervention signalée paraisse modeste.

Mais ne murmure-t-on pas qu'à l'O.R.T.F. ce sont les cellules du P.C.M.L.F. qui auraient joué un rôle de masse important ? Les manifestations opportunes d'interventions ouvertes sur le petit écran, par deux fois, la première interrompant une émission de Guy Lux, auraient été impulsées par les militants marxistes-léninistes. Et voici, ensuite, que les cellules du P.C.M.L.F. dans les centres de tri postal parisiens ont aussi tenu une place appréciable.

Venant après les combats de classe menés à l'Alsthom-Saint-Ouen par le camarade Claude Lebrun et à Nantes par la camarade Jeannette Pelletier, ces manifestations concrètes du rôle croissant des marxistes-léninistes dans les luttes de la classe ouvrière ne sont-elles pas plus importantes, en définitive, que le congrès « *extraordinaire* » du révisionnisme moderne ?

Les meetings organisés à l'initiative de l'*Humanité Rouge* remportent des succès grandissants. Récemment, à Rennes, à Orléans, au Mans, bientôt le meeting central de Paris à la Mutualité, ceux de Clermont-Ferrand et de Marseille attestent ou attesteront aussi des progrès constatés.

Certes, ces résultats correspondent à l'intense lutte engagée à la fois dans les rangs des marxistes-léninistes, comme en direction du P.«C.»F. et du social-impérialisme soviétique, pour combattre avec persévérance et fermeté le révisionnisme moderne.

Il importe de poursuivre les efforts déjà commencés.

Marchais a eu l'audace de proclamer le congrès extraordinaire « *congrès de l'optimisme* ». Peut-être est-il un adepte de la méthode Coué et voulait-il s'en persuader lui-même ! Mais la réalité politique actuelle en France, comme dans le monde, atteste du contraire.

Les révisionnistes sont empêtrés dans d'inextricables difficultés et leur XXI[e] congrès en France mérite largement le titre de « *congrès de l'inquiétude* ». Marchais l'a avoué lui-même lors d'une des nombreuses interviews que lui ont offertes les antennes de la bourgeoisie. Par contre, sans se laisser aller à nulle satisfaction excessive, les militants marxistes-léninistes du seul Parti communiste fidèle en France aux traditions révolutionnaires du prolétariat, le P.C.M.L.F., doivent-ils considérer l'avenir avec confiance tout en n'oubliant jamais que le chemin est tortueux et difficile.

Notons enfin que le congrès extraordinaire du P.«C.»F. n'a pas, n'a nullement mérité l'hommage que lui a lancé le ministre de l'Intérieur, Poniatowski.

Que le P.«C.»F. puisse devenir et soit déjà, dans certaines circonstances, et au niveau de ses dirigeants, un parti social-fasciste du même modèle que le parti dirigé en U.R.S.S. par les insulteurs de Lénine et Staline, certes. Mais qu'il le soit parce qu'il se réclame de la « *dictature du prolétariat* », voilà bien une invention rigoureusement contraire à la vérité.

Le successeur de Marcellin ne semble pas bien informé. Il y a longtemps en effet que le P.«C.»F. a renié, comme vient de le faire explicitement son homologue du Portugal, « *la dictature du prolétariat* », que Lénine qualifia « *des milliers et des centaines de milliers de fois plus démocratique* » que la dictature de classe à laquelle participe Poniatowski, la dictature de la bourgeoisie.

Le Parti « *communiste* » français n'est plus le parti du prolétariat révolutionnaire de notre pays.

Faites savoir partout que ce dernier parti existe en France depuis bientôt sept ans, c'est le « *Parti communiste marxiste-léniniste de France* » qui se réclame, lui effectivement de la « *dictature du prolétariat* ». Le P.C.M.L.F. est le seul et unique « *Parti révolutionnaire prolétarien* » dont dispose désormais la classe ouvrière de notre pays. Un tract clandestin émanant d'une de ses cellules d'entreprise écrivit, il y a déjà quelques années : « *Partout où la classe ouvrière aura besoin de lui, elle le trouvera !* »

29 octobre 1974.
J. J.

Imp. N.P.P. - Projet, 75020 Paris